

2018 Grand témoin Herman Van Rompuy

Ancien président du Conseil européen, ancien Premier ministre belge.

“L’Union ne peut pas corriger ce qui va mal dans les États membres”

Entretien Francis Van de Woestyne

L'instabilité domine dans plusieurs pays et en Europe. D'où vient-elle ?

L'instabilité, je l'ai connue pendant toute ma vie professionnelle. En 1980, j'avais écrit un texte intitulé: "Comment transformer l'anxiété en espoir ?" Il est toujours d'actualité. Je ne dis pas cela pour relativiser tout, ce serait de la fausse sagesse. Il y a de l'instabilité due à la situation aux États-Unis, à la montée des nationalismes: ce n'est plus un monopole européen. Voyez aussi la situation en France, en proie à la révolte des "gilets jaunes". Les 52% en faveur du Brexit ne s'expliquent pas seulement par le désamour des "coulottes", mais il y a de cela. L'anxiété, le désespoir se traduisent en politique par l'arrivée de partis populistes. Et en démocratie, la politique suit les évolutions de la société.

Pourtant, nous vivons dans l'espace économique quasi le plus prospère de la planète...

Certains l'affirment: "We've never had it so good." Herbert Hoover, le président américain avait dit, avant la crise de 1929: "Prosperity is just around the corner..." Il est vrai que, dans la plupart des pays, la situation globale s'améliore. Mais cela ne se reflète plus dans nos sociétés. L'économie n'explique plus tout. Avant on croyait que quand l'économie était florissante, les partis au pouvoir pouvaient gagner les élections. Ce n'est plus vrai. M^{me} Merkel a des résultats économiques excellents. Elle a perdu les élections.

toyens sont moins résignés qu'avant...

Il y a des inégalités croissantes, plus dans le monde anglo-saxon qu'en Europe. Aux États-Unis, les salaires n'ont presque pas augmenté depuis 40 ans. Là-bas, en 1980, le patron gagnait en moyenne 27 fois le salaire moyen de ses employés. Aujourd'hui, il gagne en moyenne 270 fois plus. En Europe, il y a des écarts mais qui ne sont pas de cette ampleur-là. Et il y a ce paradoxe: alors que la question sociale est au cœur du débat, la gauche traditionnelle est, dans certains pays, en train de disparaître! Ceux qui souffrent de ce désarroi estiment que l'establishment, dont fait partie la gauche traditionnelle, est responsable de leur situation et ils se réfugient vers des extrêmes de droite, pour des raisons identitaires.

L'Europe ne peut-elle dégager des solutions européennes aux problèmes nationaux ?

L'Union est le reflet de ce qui se passe dans les États membres. L'Union ne peut pas corriger ce qui va mal dans les États membres. L'Europe en tant que telle n'existe pas. La plus grande partie des décisions sont prises à l'unanimité par les chefs nationaux qui doivent faire face à d'importants problèmes intérieurs. Et l'on voudrait que ces difficultés disparaissent quand ils viennent à Bruxelles? Non!

L'Europe faisait rêver avant. Ce n'est plus le cas aujourd'hui...

Une institution qui fait rêver; j'ai des doutes... Au début, peut-être, mais après 70 ans de mariage, on n'éprouve plus les mêmes passions que quand on était jeune. La passion est remplacée par d'autres senti-

ments tout aussi profonds. Soit. Mais qu'est-ce qui fait encore rêver aujourd'hui? Les idées qui nous transcendent et qui dépassent notre petit monde quotidien sont en crise. Les idéologies, aussi, sont en crise. Les gens éprouvent des angoisses quasi existentielles et ils devraient se raccrocher à une institution?

Il y a eu une "fenêtre d'opportunité" pour l'Europe quand Emmanuel Macron, élu président, a prononcé son discours très européen à la Sorbonne.

J'ai beaucoup aimé ce discours. En même temps, je me suis dit qu'il avait été prononcé par une personne qui n'avait pas beaucoup d'expérience européenne, qui n'avait pas vécu les années très difficiles: la crise de l'Euro, des réfugiés, etc. Son pari était de voir adhérer Angela Merkel à ses idées. Étant dans son dernier mandat, elle pouvait prendre des risques. Cela s'est passé autrement. Le partenaire allemand est affaibli. Et d'autres pays, dans le nord de l'Europe ont pris le relais. Lorsque j'étais président du Conseil, les Finlandais, les Hollandais, les États baltes suivaient Merkel sur le plan socio-économique. Aujourd'hui, ils sont à droite de l'Allemagne. Et depuis quelques mois, Emmanuel Macron doit surtout s'occuper de problèmes intérieurs. C'est ainsi partout: les dirigeants européens doivent d'abord se préoccuper de leur situation interne.

L'idée européenne est-elle en panne, voire en recul ?

Les deux piliers de la construction européenne sont la responsabilité de chaque État et la solidarité envers les autres. Mais s'il n'y a plus de volonté d'être solidaire, tout l'édifice est menacé et tombe en miettes. À l'intérieur de chaque pays, les citoyens disent à leurs responsables: occupez-vous d'abord de nous, de nos problèmes. Ce repli impose aux dirigeants de mettre entre

parenthèses leurs ambitions européennes. L'Europe est l'addition de problèmes nationaux. L'Europe ne pourra pas avancer tant que les problèmes de société ne sont pas résolus et tant que les pays ne retrouvent pas un peu de stabilité. Cela dit, le projet européen reste soutenu par presque deux tiers de la population. Le soutien au projet européen est même plus grand aujourd'hui qu'il y a dix ans. Pourquoi? Par crainte. Les gens ont vu les résultats du Brexit: les gens ne veulent pas ajouter du chaos à une situation qui est déjà hautement instable. Quitter l'Europe, ce serait l'instabilité. Même les populistes le savent et ne remettent pas en question le projet européen.

Qui doit porter le projet européen, alors ?

J'ai appris le français dans deux livres. Le premier était intitulé *Pas à pas*, le deuxième *On va plus loin*. C'est pareil pour l'Europe, il faut pratiquer le gradualisme. Il faut poursuivre les réformes, des réformettes plutôt, de la zone euro. Mais il ne s'agit pas de retour en arrière. Les pas sont trop petits, mais on avance. N'oublions pas non plus que les grandes réformes ont été appliquées en période de crise. Elles ne sont pas à la hauteur des attentes créées par le discours de la Sorbonne mais on va dans la bonne direction.

Quelle est la prochaine étape ?

Je vois trois chantiers. D'abord, il faut poursuivre le travail d'approfondissement de la zone euro. Dans la crise de la zone euro, on a fait plus que du *crisis management*, on a véritablement réformé la gouvernance. Ensuite, il faut réformer la zone Schengen: dans la crise des réfugiés, on a conclu un accord avec la Turquie et l'Italie a aussi conclu un accord avec la Libye qui a fortement freiné l'immigration africaine. Mais on s'est limité à cela. Enfin, il faut se préoccuper de certains pays. La Hongrie et l'Italie ne peuvent pas avoir un agenda uniquement

national et rester dans la zone euro. Cela ne va pas. Pareil pour les Polonais: ils ne sont pas enthousiastes à la cause européenne, sauf pour des raisons financières quand il s'agit de recevoir les fonds structurels. Mais à l'intérieur, ils sont en violation flagrante avec les valeurs européennes qui sont tout aussi bien des valeurs polonaises. Cela va un tout petit peu mieux: en Pologne, en Hongrie, la société civile et l'opposition réagissent.

Quels sont les moyens d'action? Le dialogue, cela ne fonctionne pas. L'article 7 a montré ses limites.

Les institutions européennes ont réagi: à une majorité des deux tiers, le Parlement européen a commencé la mise en place de la procédure de l'article 7. En Pologne, c'est la Commission qui est à la manœuvre. S'il n'y a pas de changement, c'est le Conseil européen qui sera saisi. Le lien entre les Fonds structurels et le respect de l'État de droit est sur la table. Le problème est qu'il faut l'unanimité pour décider, par exemple, d'une suspension du droit de vote. Les Polonais vont aider les Hongrois et inversement.

N'avez-vous jamais été gêné de côtoyer Viktor Orban, au Parti populaire européen ?

Le PPE a voté, à une très large majorité, contre lui au Parlement européen. C'est le chef de groupe du PPE qui a lancé l'attaque, à la grande surprise d'Orban. Le parti d'Orban, le Fidesz, est toujours membre du PPE. Lors du dernier congrès à Helsinki, c'est la chancelière, Angela Merkel, qui était la star: elle est l'exact opposé de Viktor Orban.

Pourquoi ne pas l'exclure ?

Il faut que 9 partis demandent l'exclusion. Jusqu'à présent, pas un seul ne l'a demandé. Pour des raisons tactiques: entamer cette procédure en campagne électorale reviendrait à focaliser toute l'attention sur les problèmes internes du PPE. Nous avons d'autres défis. Et chaque groupe politique a ses problèmes.

Le CD&V doit-il rester membre du PPE ?

Évidemment. Personne n'envisage le contraire.

Un Brexit négocié est-il encore possible ?

On doit tout faire pour y arriver. Mais je ne crois plus qu'un compromis soit encore possible. Il reste trois possibilités: le non-Brexit, le *hard Brexit* ou l'accord. Theresa May parle sur le fait que son parti finira par accepter l'accord. Je rentre de Londres: beaucoup de gens pensent que le noyau dur du parti conservateur est prêt à prendre le risque du *no-deal*. Ce noyau dur ne représente pas la majorité mais Theresa May en a besoin. Si son parti ne vote pas pour un compromis, elle aura perdu. Le Labour veut provoquer de nouvelles élections et ne votera pas pour le compromis. Si elle ne rétablit pas l'unité du parti conservateur, rien ne fonctionnera.

Si aucun compromis n'est possible, que faire? Un deuxième référendum ?

Au Parlement, il n'y a pas de majorité pour le *no-deal*. Si Theresa May perd le vote à la chambre basse, il y a aura de nouvelles élections. La Grande-Bretagne ne peut pas quitter l'Union en pleine campagne électorale. On pourrait donc reporter la date de sortie. Il faut tout faire pour aboutir à un compromis mais je n'y crois plus parce que le compromis doit se réaliser à l'intérieur du parti conservateur qui est très divisé, avec un noyau dur qui ne raisonne plus. C'est l'idéologie qui l'emporte sur la raison. Je ne crois ni au compromis ni au *hard Brexit*. J'espère que le système va se reprendre et qu'il y aura un ressaisissement du Parlement. Mais comment éviter la catastrophe...?